PRÉFÈTE
DE LA GIRONDE

*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer**
**Service Eau et Nature (SEN)**
**Division Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques**

**Arrêté préfectoral n°SEN/2026/06/17-640 portant complément à l'arrêté préfectoral n°SEN/2026/06/01-594 du 2septembre 2026 portant autorisation environnementale en application de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement relatif à l'extension du système d'assainissement de LIBOURNE d'une capacité de 30 000 EH à une capacité de 47 000 EH sur la commune de Libourne**

**La Préfète de la Gironde**

**VU** la directive 86/278/CEE du Conseil du 12 juin 1986 relative à la protection de l'environnement et notamment des sols, lors de l'utilisation des boues d'épuration en agriculture ;

**VU** le règlement (UE) 2019/1021 du parlement européen et du conseil du 20 juin 2019 concernant les polluants organiques persistants ;

**VU** le Code de l'environnement, articles L.214-1 à 11, R.214-1 à 56, L.181-1 à 32, R.181-1 à D.181-57, et L. 171-1 à L.171-12 ;

**VU l**e décret du 22 avril 2026 portant nomination de la préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde – Mme Sophie BROCAS ;

**VU** l'arrêté ministériel du 14 octobre 2024 portant nomination de M. Mathieu ESCAFRE, directeur départemental des territoires et de la mer (DDTM) de la Gironde ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 10 septembre 2026 portant délégation de signature à M. Mathieu ESCAFRE, directeur départemental des territoires et de la mer de la Gironde (DDTM) ;

**VU** l'arrêté préfectoral portant subdélégation de signature générale de M. Mathieu ESCAFRE, en date du 1er octobre et son annexe ;

**VU** l'arrêté du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

**VU** l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes collectifs et aux installations d'assainissement non collectif à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

**VU** la circulaire du 27 avril 2026 relative à la recherche de PFAS dans les boues issues de stations d'épurations destinées à la valorisation agricole et à la gestion des boues contenant des PFAS ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°SEN/2026/06/01-594 du 2 septembre 2026 portant autorisation environnementale en application de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement relatif à l'extension du système d'assainissement de LIBOURNE d'une capacité de 30 000 EH à une capacité de 47 000 EH sur la commune de Libourne ;

**VU l**a réponse réputée favorable de la Communauté d'Agglomération du Libournais lors de la phase contradictoire du 16 au 30 juin 2026 sur le projet d'arrêté ;

Cité administrative
2 rue Jules Ferry – BP 90
33 000 Bordeaux Cedex
Tél : 05 47 30 51  51
www.gironde.gouv.fr

Mise en ligne le : 16/10/2026 15:15 (Europe/Paris)
Collectivité : Saint-Émilion
https://www.intramuros.org/saint-emilion/documents_administratifs/83060

**CONSIDÉRANT** que les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) sont susceptibles de porter atteintes à l'environnement et à la santé humaine, intérêts qui sont protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,

**CONSIDÉRANT** que les substances PFAS peuvent être présentes dans les eaux usées urbaines, et donc dans les boues issues de leur traitement,

**CONSIDÉRANT** que la valorisation des boues d'épuration, notamment par épandage sur des surfaces agricoles, y compris après compostage ou méthanisation, peut entraîner la dissémination de PFAS dans l'environnement et en particulier les eaux souterraines, susceptible d'avoir un impact sanitaire sur les populations humaines et les écosystèmes exposés,

**CONSIDÉRANT** que le consortium scientifique et technique Aquaref a défini, dans la note technique de mai 2026 relatives aux modalités de mise en œuvre de campagnes de mesure des PFAS dans les boues issues de stations d'épuration urbaines ou industrielles (circulaire ministérielle du 27 avril 2026), les modalités métrologiques pertinentes à prendre comme référence pour mesurer les PFAS dans les boues de station d'épuration ;

## ARRÊTE

L'arrêté préfectoral en date de 10 août 2021 autorisant, au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement, le système d'assainissement de Libourne, est complété par les articles suivants :

## TITRE 1 : MISE EN PLACE D'UNE CAMPAGNE DE PRÉLÈVEMENTS ET D'ANALYSES DES BOUES URBAINES DESTINÉES À L'ÉPANDAGE AGRICOLE

La Communauté d'Agglomération du Libournais (CALI), identifiée comme le maître d'ouvrage, est dénommée ci-après « le bénéficiaire de l'autorisation ».

### ARTICLE 1 : OBJET DE LA CAMPAGNE

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de mettre en place une surveillance des substances per- ou polyfluoroalkylées (PFAS) listées dans le tableau de l'annexe 1, des boues destinées à être valorisées en agriculture, directement ou indirectement.

Cette surveillance consiste à procéder ou faire procéder, au niveau du point réglementaire S6 au sens du service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau (SANDRE) « boue évacuée après traitement », à quatre campagnes (prélèvement et analyse) sur une durée maximale de douze mois.

La première campagne débute au plus tard deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

La durée qui sépare deux campagnes de prélèvements successifs est d'au moins deux mois et au plus de quatre mois.

## TITRE 2 : PRÉLÈVEMENTS DES BOUES

### ARTICLE 2 : NOMBRE DE PRÉLÈVEMENTS



Mise en ligne le : 16/10/2026 15:15 (Europe/Paris)
Collectivité : Saint-Émilion
https://www.intramuros.org/saint-emilion/documents_administratifs/83060

Le bénéficiaire de l'autorisation peut, à son choix, procéder ou faire procéder à :
- un prélèvement unique ;
- ou à trois prélèvements successifs, espacés chacun d'au moins une semaine.

### ARTICLE 3 : MODALITÉS DE PRÉLÈVEMENT

Les échantillons sont prélevés au niveau du point réglementaire S6, au sens du service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau (SANDRE) « boue évacuée après traitement ».

Les échantillons sont prélevés suivant les modalités de la note Aquaref en vigueur.

## TITRE 3 : ANALYSES DES BOUES

### ARTICLE 4 : MODALITÉS DES ANALYSES

Chaque prélèvement fait l'objet d'une analyse portant sur les substances PFAS mentionnées en annexe 1 et les paramètres usuels de caractérisation des boues mentionnés à l'annexe 2.

Pour chacune des campagnes, le bénéficiaire de l'autorisation doit procéder ou faire procéder à l'analyse :
- du TFA selon les modalités analytiques spécifiées par la note Aquaref en vigueur et de respecter une limite de quantification inférieure ou égale à 20 µg/kg MS ;
- de chacune des autres substances PFAS mentionnées en annexe 1 selon les modalités analytiques spécifiées par la note Aquaref en vigueur et de respecter une limite de quantification inférieure ou égale à 2 µg/kg MS pour chacune de ces substances.

Les paramètres de caractérisation usuels des boues destinées à être épandues visés en annexe 2 sont analysés dans les conditions précisées par la note Aquaref en vigueur.

### ARTICLE 5 : TRANSMISSION DES DONNÉES

Au plus tard un mois après réception des résultats d'analyse, le bénéficiaire de l'autorisation transmet au service en charge de la police de l'eau l'ensemble des résultats d'analyses par voie électronique, via l'application VERSEAU, conformément au scénario d'échange des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement en vigueur défini par le SANDRE.

## TITRE 4 : GESTION DES BOUES CONTENANT DES PFAS

### ARTICLE 6 : DÉPASSEMENT DES SEUILS DU RÈGLEMENT RELATIF AUX POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS

Dès qu'une analyse conduit à un dépassement d'un des seuils mentionnés à l'annexe 3, le bénéficiaire de l'autorisation, sans délai :

- met fin à toute valorisation agricole ;
- en informe le service en charge de la police de l'eau en précisant la quantité de boues concernées **;**



Mise en ligne le : 16/10/2026 15:15 (Europe/Paris)
Collectivité : Saint-Émilion
https://www.intramuros.org/saint-emilion/documents_administratifs/83060

- si le bénéficiaire de l'autorisation est responsable de la valorisation, directe ou indirecte, des boues, il procède ou fait procéder, dans un délai de deux mois après connaissance du dépassement de l'un des seuils mentionnés à l'annexe 3, à des analyses des PFAS mentionnés à l'annexe 1 dans les sols sur lesquels les boues et/ou digestats, ont été épandus au cours des cinq années passées, aux points de référence, représentatifs de chaque zone homogène, de parcelles ayant fait l'objet d'épandages de boues du système d'assainissement de Libourne ;
- si les boues sont méthanisées sur le site de la station, le bénéficiaire procède ou fait procéder à des analyses des PFAS mentionnés à l'annexe 1 dans les digestats.

Dans les plus brefs délais, le bénéficiaire de l'autorisation transfère les boues vers les filières de destruction adaptées. Le bénéficiaire de l'autorisation informe le service en charge de la police de l'eau des filières utilisées pour traiter les boues.

**ARTICLE 7 : AUTRES DÉPASSEMENTS DE SEUILS**

I. - Dans le cas où un unique prélèvement et analyse ont été réalisés, dès qu'une mesure conduit à un dépassement des seuils visés en annexe 4, le bénéficiaire de l'autorisation peut, au choix :

- (i) transférer les boues vers d'autres filières de gestion, hors valorisation directe ou indirecte en agriculture, conformes à la réglementation. Le bénéficiaire de l'autorisation informe le service en charge de la police de l'eau des filières utilisées pour traiter les boues. Si le bénéficiaire de l'autorisation est responsable de la valorisation, directe ou indirecte, des boues, il procède ou fait procéder, dans un délai de deux mois après connaissance du dépassement de l'un des seuils mentionnés à l'annexe 4, à des analyses des PFAS mentionnés à l'annexe 1 dans les sols sur lesquels les boues et/ou digestats, ont été épandus au cours des cinq années passées, aux points de référence, représentatifs de chaque zone homogène, de parcelles ayant fait l'objet d'épandages de boues du système d'assainissement de Libourne. Si le bénéficiaire de l'autorisation est également en charge d'un méthaniseur, il procède ou fait procéder à des analyses des PFAS mentionnés à l'annexe 1 dans les digestats ;
- ou (ii) stocker les boues et procéder ou faire procéder, dans les meilleurs délais à un autre prélèvement et une autre analyse conformément aux modalités définies par les titres 2 et 3, afin de confirmer ou non le dépassement des seuils mentionnés en annexe 4.

Le bénéficiaire de l'autorisation informe le service en charge de la police de l'eau des actions engagées, dès leur mise en œuvre, en précisant les conditions de stockage temporaire de ces boues.

Lorsque la moyenne du résultat de l'analyse initiale et du résultat de l'analyse obtenue en application du (ii) du présent I dépasse l'un des seuils mentionnés à l'annexe 4, le bénéficiaire de l'autorisation :

- met fin à toute valorisation agricole ;
- en informe le service en charge de la police de l'eau ;
- identifie, dans les meilleurs délais, d'autres filières de gestion, hors valorisation directe ou indirecte en agriculture, conformes à la réglementation et transfère les boues vers ces filières. Le bénéficiaire de l'autorisation justifie, auprès du service en charge de la police de l'eau, de la capacité des filières de gestion à traiter les PFAS dans les boues ;
- si le bénéficiaire de l'autorisation est responsable de la valorisation, directe ou indirecte, des boues, procède ou fait procéder, dans un délai de deux mois après connaissance du dépassement de l'un des seuils mentionnés à l'annexe 4, à des analyses des PFAS mentionnés à l'annexe 1 dans les sols sur lesquels les boues et/ou digestats, ont été épandus au cours des cinq années passées, aux points de référence, représentatifs de chaque zone homogène, de parcelles ayant fait l'objet d'épandages de boues du système d'assainissement de Libourne ;
- si le bénéficiaire de l'autorisation est également en charge d'un méthaniseur, il procède ou fait procéder à des analyses des PFAS mentionnés à l'annexe 1 dans les digestats.



Mise en ligne le : 16/10/2026 15:15 (Europe/Paris)
Collectivité : Saint-Émilion
https://www.intramuros.org/saint-emilion/documents_administratifs/83060

Lorsque la moyenne du résultat de l'analyse initiale et du résultat de l'analyse obtenue en application du (ii) du présent I ne dépasse aucun des seuils mentionnés à l'annexe 4, les boues peuvent faire l'objet d'une valorisation agricole.

II. - Dans le cas où trois prélèvements successifs ont été réalisés, et que la moyenne des résultats des trois analyses pour chaque PFAS dépasse l'un des seuils mentionnés à l'annexe 4, le bénéficiaire de l'autorisation, sans délai :

- met fin à toute valorisation agricole ;
- en informe le service en charge de la police de l'eau ;
- identifie, dans les meilleurs délais, d'autres filières de gestion, hors valorisation directe ou indirecte en agriculture, conformes à la réglementation et transfère les boues vers ces filières. Le bénéficiaire de l'autorisation justifie, auprès du service en charge de la police de l'eau, de la capacité des filières de gestion à traiter les PFAS dans les boues ;
- si le bénéficiaire de l'autorisation est responsable de la valorisation, directe ou indirecte, des boues, il procède ou fait procéder, dans un délai de deux mois après connaissance du dépassement de l'un des seuils mentionnés à l'annexe 4, à des analyses des PFAS mentionnés à l'annexe 1 dans les sols sur lesquels les boues et/ou les digestats, ont été épandus au cours des cinq années passées, aux points de référence, représentatifs de chaque zone homogène, de parcelles ayant fait l'objet d'épandages de boues du système d'assainissement de Libourne ;
- si le bénéficiaire de l'autorisation est également en charge d'un méthaniseur, il procède ou fait procéder à des analyses des PFAS mentionnés à l'annexe 1 dans les digestats.

Lorsque la moyenne du résultat des trois analyses ne dépasse aucun des seuils mentionnés à l'annexe 4, les boues peuvent faire l'objet d'une valorisation agricole.

### ARTICLE 8 : RECHERCHE DES SOURCES DE CONTAMINATION

Lorsque les dispositions de l'article 6 ou de l'article 7 conduisent à l'arrêt ou la suspension de la valorisation des boues en agriculture, le bénéficiaire de l'autorisation engage une recherche des sources de contamination des boues en PFAS et transmet, dans un délai de six mois après la transmission des éléments mentionnés à l'article 5, un rapport au service en charge de la police de l'eau :

- présentant les sources de contamination des boues en PFAS ;
- identifiant les actions à engager pour mettre fin à cette contamination ;
- listant les installations de compostage ou de méthanisation ayant valorisé ces boues depuis le 1er janvier 2025, si les boues étaient valorisées en méthanisation ou en compostage.

## TITRE 5 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### ARTICLE 9 : PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

En application de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté est déposée en mairie de la commune d'implantation du projet (Libourne) et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairies de Libourne, Saint-Sulpice de Faleyrens, Saint-Émilion, Lalande de Pomerol et Pomerol pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations sont mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Gironde durant au moins quatre mois.



Mise en ligne le : 16/10/2026 15:15 (Europe/Paris)
Collectivité : Saint-Émilion
https://www.intramuros.org/saint-emilion/documents_administratifs/83060

**ARTICLE 10 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est susceptible de recours devant la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement de la dernière formalité de publicité. En application de l'article R181-51 du même code ce recours devra, à peine d'irrecevabilité, être notifié au bénéficiaire de la présente autorisation et à la Préfète de la Gironde par lettre recommandé avec accusé de réception, dans le délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier ou par la voie de l'application Télérecours, accessible par le lien : https://www.telerecours.fr.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration. Ce recours administratif interrompt les délais du recours contentieux. En application de l'article R181-51 précité ce recours devra, à peine de non prorogation du délai de recours contentieux, être notifié au bénéficiaire de la présente autorisation et à la Préfète de la Gironde par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif.

**ARTICLE 11 : EXÉCUTION**

- Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Gironde ;
- Monsieur le chef du service départemental de la Gironde de l'Office Français de la Biodiversité ;
- Monsieur le maire de Libourne ;
- Monsieur le maire de Saint-Sulpice-de-Faleyrens ;
- Monsieur le maire Saint-Émilion ;
- Monsieur le maire de Lalande de Pomerol ;
- Monsieur le maire de Pomerol ;
- Monsieur le directeur départemental des Territoires et de la Mer de Gironde.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bordeaux, le 13 octobre 2026

Pour la préfète et par délégation,
pour le directeur de la DDTM et par délégation
L'adjoint au chef de service eau et nature

Vincent DARGIROLLE



Mise en ligne le : 16/10/2026 15:15 (Europe/Paris)
Collectivité : Saint-Émilion
https://www.intramuros.org/saint-emilion/documents_administratifs/83060

# ANNEXE 1

| Nom | Abréviation | N°CAS | Code SANDRE |
|---|---|---|---|
| Acide perfluorotétra-décanoique | PFTeDA | 376-06-7 | 6547 |
| Acide perfluorocta-décanoique | PFODA | 16517-11-6 | 8985 |
| 4 : 2 Sulfonate de fluorotélomère | 4 : 2 FTSA | 757124-72-4 | 7945 |
| 6:2 diester de phosphate de fluorotélomère | 6:2 diPAP | 57677-95-9 | 9124 |
| 6:2/8:2 diester de phosphate de fluorotélomère | 6:2 8:2 diPAP | 943913-15-3 | 9270 |
| 8:2 Sulfonate de fluorotélomère | 8:2 FTSA | 39108-34-4 | 7946 |
| 10:2 Sulfonate de fluorotélomère | 10 : 2 FTSA | 120226-60-0 | 9109 |
| 8:2 Acide carboxylique insaturé de fluorotélomère | 8:2 FTUCA | 70887-84-2 | 7970 |
| 8:2 Diester de phosphate de perfluoroalkyle | 8 : 2 diPAP | 678-41-1 | 9112 |
| Perfluorooctane-sulfonamide | PFOSA | 754-91-6 | 6548 |
| N-méthylperfluorooctanesulfonamide | MePFOSA | 31506-32-8 | 7089 |
| Acide N-méthylperfluorooctanesulfonamidoacétique | MePFOSAA | 2355-31-9 | 7987 |
| N-éthylperfluorooctanesulfonamide | EtPFOSA | 4151-50-2 | 6662 |
| Acide N-éthylperfluorooctanesulfonamidoacétique | EtPFOSAA | 2991-50-6 | 7988 |
| N-méthylperfluorobutanesulfonamide | MePFBSA | 68298-12-4 | 6026 |
| Acide N-méthylperfluorobutanesulfonamidoacétique | MePFBSAA | 159381-10-9 | 6050 |
| Acide nonafluoro-3,6-dioxaheptanoique | NFDHpA | 151772-58-6 | 9117 |
| Perfluorobutane-sulfonamide | PFBSA | 30334-69-1 | 6049 |
| Acide perfluoro-3-méthoxypropanoique | PFMPA | 377-73-1 | 9183 |
| Acide 4,8-dioxa-3H-perfluorononanoique | DONA | 919005-14-4 | 8983 |
| Acide 7H-perfluoroheptanoique | HPFHpA | 1546-95-8 | 9225 |
| Acide perfluoro-3-7-diméthyloctanoique | PF37DMOA | 172155-07-6 | 9224 |
| Perfluorohexane-sulfonamide | PFHxSA | 41997-13-1 | 9129 |
| Acide perfluoro-4-méthoxybutanoique | PFMBA | 863090-89-5 | 9182 |
| Acide perfluorobutanoïque | PFBA | 375-22-4 | 5980 |
| Acide perfluoropentanoïque | PFPeA | 2706-90-3 | 5979 |
| Acide perfluorohexanoïque | PFHxA | 307-24-4 | 5978 |
| Acide perfluoroheptanoïque | PFHpA | 375-85-9 | 5977 |
| Acide perfluorooctanoïque | PFOA | 335-67-1 | 5347 |
| Acide perfluorononanoïque | PFNA | 375-95-1 | 6508 |
| Acide perfluorodécanoïque | PFDA | 335-76-2 | 6509 |
| Acide perfluoroundécanoïque | PFUnDA ; PFUnA | 2058-94-8 | 6510 |
| Acide perfluorododécanoïque | PFDoDA ; PFDoA | 307-55-1 | 6507 |
| Acide perfluorotridécanoïque | PFTrDA ; PFTrA | 72629-94-8 | 6549 |
| Acide perfluorobutanesulfonique | PFBS | 375-73-5 | 6025 |
| Acide perfluoropentanesulfonique | PFPeS | 2706-91-4 | 8738 |
| Acide perfluorohexane sulfonique | PFHxS | 355-46-4 | 6830 |
| Acide perfluoroheptane sulfonique | PFHpS | 375-92-8 | 6542 |
| Acide perfluorooctane sulfonique | PFOS | 1763-23-1 | 6561 |
| Acide perfluorononane sulfonique | PFNS | 68259-12-1 | 8739 |
| Acide perfluorodecane sulfonique | PFDS | 335-77-3 | 6550 |
| Acide perfluoroundécane sulfonique | PFUnDS | 749786-16-1 | 8740 |



Mise en ligne le : 16/10/2026 15:15 (Europe/Paris)
Collectivité : Saint-Émilion
https://www.intramuros.org/saint-emilion/documents_administratifs/83060

| | | | |
|---|---|---|---|
| Acide perfluorododécane sulfonique | PFDoDS | 79780-39-5 | 8741 |
| Acide perfluorotridécane sulfonique | PFTrDS | 791563-89-8 | 8742 |
| Acide 6 : 2 fluorotélomère sulfonique | 6 : 2 FTSA | 27619-97-2 | 7893 |
| Acide perfluorohexadecanoïque | PFHxDA | 67905-19-5 | 8984 |
| Acide 9-chlorohexadecafluoro-3-oxanonane-1-sulfonique | 9Cl-PF3ONS | 756426-58-1 | 9111 |
| Acide 4,4,5,5,6,6,7,7,8,8,9,9,10,10,11,11,11-heptadécafluoroundécanoïque | 4H-PFUnDA | 34598-33-9 | 9223 |
| Acide Decafluoro-4-(pentafluoroéthyl)cyclohexanesulfonique | 4-PFECHS | 646-83-3 | 9180 |
| 2,3,3,3-Tétrafluoro-2- (heptafluoropropoxy) acide propionique | HPFO-DA | 13252-13-6 | 8982 |
| Acide trifluoroacétique | TFA | 76-05-1 | 8858 |
| Alkylbétaine 6 : 2 fluorotélomère sulfonamide | 6 : 2 FTAB | 34455-29-3 | 7991 |



Mise en ligne le : 16/10/2026 15:15 (Europe/Paris)
Collectivité : Saint-Émilion
https://www.intramuros.org/saint-emilion/documents_administratifs/83060

# ANNEXE 2

| Nom | Code SANDRE |
|---|---|
| Matière sèche (en % MB) | 1799 |
| Carbone organique (en % MB) | 1841 |
| Azote total (en % MB) | 6018 |



Mise en ligne le : 16/10/2026 15:15 (Europe/Paris)
Collectivité : Saint-Émilion
https://www.intramuros.org/saint-emilion/documents_administratifs/83060

## ANNEXE 3

| Substance POP | Abréviation | N°CAS | Code SANDRE | Limite de concentration |
|---|---|---|---|---|
| PFOS et ses dérivés | PFOS | 1763-23-1 | 6561 | 50 mg/kg |
| | EtPFOSA | 4151-50-2 | 6662 | |
| | EtPFOSAA | 2991-50-6 | 7988 | |
| | MePFOSA | 31506-32-8 | 7089 | |
| | MePFOSAA | 2355-31-9 | 7987 | |
| | PFOSA | 754-91-6 | 6548 | |
| PFOA, ses sels et les composés apparentés | PFOA | 335-67-1 | 5347 | 1 mg/kg (PFOA et ses sels)<br><br>40 mg/kg (somme des composés apparentés au PFOA) |
| | 10 : 2 FTSA | 120226-60-0 | 9109 | |
| | 6:2 8:2 diPAP | 943913-15-3 | 9270 | |
| | 8 : 2 diPAP | 678-41-1 | 9112 | |
| | 8:2 FTSA | 39108-34-4 | 7946 | |
| | 8:2 FTUCA | 70887-84-2 | 7970 | |
| | | | | |



Mise en ligne le : 16/10/2026 15:15 (Europe/Paris)
Collectivité : Saint-Émilion
https://www.intramuros.org/saint-emilion/documents_administratifs/83060

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| PFHxS, ses sels et les composés apparentés | PFHxS | 355-46-4 | 6830 | 1 mg/kg (PFHxS et ses sels)<br><br>40 mg/kg (somme des composés apparentés) |
| | PFHxSA | 41997-13-1 | 9129 | |



Mise en ligne le : 16/10/2026 15:15 (Europe/Paris)
Collectivité : Saint-Émilion
https://www.intramuros.org/saint-emilion/documents_administratifs/83060

# ANNEXE 4

| Abréviation | Substance | N°CAS | Code SANDRE | Seuil en µg/kg MS (somme des substances) |
|---|---|---|---|---|
| PFHxA | Acide perfluorohexanoïque | 307-24-4 | 5978 | 40 |
| PFOA | Acide perfluorooctanoïque | 335-67-1 | 5347 | |
| PFNA | Acide perfluorononanoïque | 375-95-1 | 6508 | |
| PFDA | Acide perfluorodécanoïque | 335-76-2 | 6509 | |
| PFHxS | Acide perfluorohexane sulfonique | 355-46-4 | 6830 | |
| PFOS | Acide perfluorooctane sulfonique | 1763-23-1 | 6561 | |
| PFOSA | Acide Perfluorooctane-sulfonamide | 754-91-6 | 6548 | 400 |
| PFBA | Acide perfluorobutanoïque | 375-22-4 | 5980 | |
| PFPeA | Acide perfluoropentanoïque | 2706-90-3 | 5979 | |
| PFHxA | Acide perfluorohexanoïque | 307-24-4 | 5978 | |
| PFHpA | Acide perfluoroheptanoïque | 375-85-9 | 5977 | |
| PFOA | Acide perfluorooctanoïque | 335-67-1 | 5347 | |
| PFNA | Acide perfluorononanoïque | 375-95-1 | 6508 | |
| PFDA | Acide perfluorodécanoïque | 335-76-2 | 6509 | |
| PFUnDA ; PFUnA | Acide perfluoroundécanoïque | 2058-94-8 | 6510 | |
| PFDoDA ; PFDoA | Acide perfluorododécanoïque | 307-55-1 | 6507 | |
| PFTrDA ; PFTrA | Acide perfluorotridécanoïque | 72629-94-8 | 6549 | |
| PFBS | Acide perfluorobutanesulfonique | 375-73-5 | 6025 | |
| PFPeS | Acide perfluoropentanesulfonique | 2706-91-4 | 8738 | |
| PFHxS | Acide perfluorohexane sulfonique | 355-46-4 | 6830 | |
| PFHpS | Acide perfluoroheptane sulfonique | 375-92-8 | 6542 | |
| PFOS | Acide perfluorooctane sulfonique | 1763-23-1 | 6561 | |
| PFNS | Acide perfluorononane sulfonique | 2723-12-01 | 8739 | |
| PFDS | Acide perfluorodecane sulfonique | 335-77-3 | 6550 | |
| PFUnDS | Acide perfluoroundécane sulfonique | 749786-16-1 | 8740 | |
| PFDoDS | Acide perfluorododécane sulfonique | 79780-39-5 | 8741 | |
| PFTrDS | Acide perfluorotridécane sulfonique | 791563-89-8 | 8742 | |
| 6 : 2 FTSA | Acide 6 : 2 fluorotélomère | 27619-97-2 | 7893 | |



Mise en ligne le : 16/10/2026 15:15 (Europe/Paris)
Collectivité : Saint-Émilion
https://www.intramuros.org/saint-emilion/documents_administratifs/83060